

M. l'Orateur: A l'ordre. La question me paraît exiger une réponse beaucoup trop générale. Elle ne peut guère être posée à ce moment-ci.

M. Herridge: Sauf votre respect, monsieur l'Orateur, je pense qu'on pourrait y répondre simplement par un oui ou par un non.

LES SPORTS

LA SUBVENTION AUX ASSOCIATIONS DE HOCKEY AMATEUR

A l'appel de l'ordre du jour.

M. P. B. Rynard (Simcoe-Est): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Étant donné que la ligue nationale de hockey vient d'annoncer l'octroi d'une somme de \$250,000 à l'Association canadienne de hockey amateur, le ministre pourrait-il dire si le gouvernement, comme l'ont signalé plusieurs journaux, envisage de cesser l'octroi de subventions à l'Association canadienne de hockey amateur.

M. l'Orateur: Je propose à l'honorable représentant d'inscrire sa question au *Feuilleton*.

M. Rynard: Monsieur l'Orateur, ceci est urgent, car une seconde ligue nationale de hockey est en voie de formation.

M. l'Orateur: La question pourrait être débattue au moment de l'ajournement.

L'INDUSTRIE

SYDNEY (N.-É.)—LES CRÉDITS À L'EXPORTATION POUR LA SOCIÉTÉ DOSCO

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Donald MacInnis (Cap-Breton-Sud): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au premier ministre. Voudrait-il nous assurer que les crédits d'exportation nécessaires à l'obtention des commandes éventuelles sont à la disposition des usines de la *Dosco*, à Sydney?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, j'aimerais discuter de cette question avec le ministre intéressé, mais je suis assez sûr que cette société a droit, comme toute autre société, aux crédits d'exportation.

L'hon. M. Winters: Elle y a toujours eu droit.

M. Robert Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria): Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre suppléant de l'Industrie pourrait-il nous dire si M. Drury, le président de la *Dosco*, a demandé à être reçu au ministère de l'Industrie pour y pré-

senter sa cause en ce qui concerne la situation à l'aciérie de Sydney et du chômage qui y sévit sur une grande échelle?

L'hon. G. J. McIlraith (ministre suppléant de l'Industrie): Monsieur l'Orateur, j'aimerais considérer cette question comme préavis.

M. MacInnis: Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une autre question supplémentaire au ministre du Commerce qui semble fort bien renseigné sur cette question. J'aimerais lui demander s'il est au courant de certains délais qui empêchent actuellement certaines commandes d'être complétées.

L'hon. Robert Winters (ministre du Commerce): Non, monsieur l'Orateur, il n'y a pas de retards. Nous avons toujours donné suite rapidement aux requêtes de *Dosco* et, si ma mémoire est fidèle, il y en a au moins une qui a été réglée ces derniers jours.

M. Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria): Je voudrais poser une question supplémentaire monsieur l'Orateur.

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Nous pourrions revenir à ce sujet quand les autres députés auront eu l'occasion de poser des questions.

[*Plus tard*]

M. Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre du Commerce. Étant donné la gravité de la situation à laquelle font face les employés de l'aciérie *DOSCO* de Sydney par suite des réductions et des licenciements nombreux de personnel, le ministre ou ses fonctionnaires font-ils des efforts ici même ou à l'étranger pour obtenir des commandes d'outre-mer, aux termes de la loi sur l'assurance des crédits à l'exportation afin d'aider cette usine et ses employés, qui sont très importants?

L'hon. M. Winters: Monsieur l'Orateur, le député sait que l'initiative doit venir de la compagnie elle-même. Nous sommes présentement en train d'organiser une nouvelle campagne qui sera connue comme opération 1967 pour l'exportation, et l'ensemble de nos exportations s'est accru d'une façon satisfaisante. Tout cela a été partiellement possible grâce aux services de la Société d'assurance des crédits à l'exportation et la *DOSCO* en a pleinement profité.

M. Muir (Cap-Breton-Nord et Victoria): Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Doit-on conclure de la déclaration du ministre que M. Drury, président de la société *DOSCO* et cette entreprise n'essaient pas d'obtenir des commandes au profit de la société et de ses employés?

M. l'Orateur: A l'ordre.